

Présentation de l'Autorité

1.	L'organisation de l'ARCEP	67
	A. Le Collège	67
	B. L'organigramme	68
2.	Le fonctionnement de l'Autorité	69
	A. Le nouveau règlement intérieur	69
	B. Les indicateurs de l'activité de l'ARCEP	70
	C. Les moyens de l'ARCEP	73
	D. La concertation et la transparence	76
3.	L'année 2006 en bref	85
	A. Les moments forts	85
	B. Principaux indicateurs de marché en 2006	89

La création d'une autorité administrative indépendante pour réguler la concurrence dans le secteur des télécommunications est la conséquence de l'ouverture à la concurrence de ce secteur, auparavant en situation de monopole légal, en dehors du secteur de la téléphonie mobile. En France, c'est la loi du 26 juillet 1996¹ qui a organisé l'ouverture à la concurrence totale du secteur des télécommunications, programmée le 1^{er} janvier 1998, et qui a créé l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), mise en place le 5 janvier 1997.

1 - Cf. loi n° 96-659 de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996, JO du 27 juillet 1996.

La loi du 9 juillet 2004² a fait évoluer le cadre réglementaire concernant les communications électroniques en transposant les directives européennes de 2002. Ce cadre a été complété le 20 mai 2005 avec la loi de régulation postale³ qui a étendu les responsabilités du régulateur, devenu à cette occasion l'Autorité de Régulation des Communications électroniques et des Postes (ARCEP), en lui donnant mission de veiller à l'ouverture et au bon fonctionnement du marché postal.

2 - Cf. loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 sur les communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, JO du 10 juillet 2004.

Dans le domaine des communications électroniques, l'ARCEP doit :

- ◆ permettre l'exercice d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des utilisateurs. La concurrence stimule l'innovation et l'investissement, développe le marché, favorise la diversification des offres par les prix et la qualité et bénéficie par là aux consommateurs ;
- ◆ veiller à la fourniture et au financement du service universel dans le cadre du service public des télécommunications. Le service universel comprend quatre composantes : un service de qualité à un prix abordable, y compris des tarifs sociaux ; un service de renseignements et un annuaire universel ; l'accès à des cabines téléphoniques sur la voie publique ; des mesures particulières en faveur des handicapés et de certaines catégories de personnes en raison notamment de leur niveau de revenu ;
- ◆ veiller au développement de l'emploi, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des télécommunications. Dans ses avis et décisions, l'ARCEP s'attache à favoriser l'emploi et l'innovation des entreprises du secteur en préservant un environnement favorable à leur compétitivité ;

3 - Cf. loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales, JO du 21 mai 2005.

- ◆ prendre en compte l'intérêt des territoires et des utilisateurs dans l'accès aux services et aux équipements. L'aménagement du territoire est une préoccupation constante de l'Autorité, tant en ce qui concerne l'extension du haut débit dans les zones peu denses que pour la couverture mobile du territoire.

La loi sur la régulation des activités postales a donné mission à l'ARCEP de veiller à l'ouverture et au bon fonctionnement du marché postal :

- ◆ en délivrant les autorisations d'exercer une activité postale ;
- ◆ en émettant des avis rendus publics sur les tarifs et les objectifs de qualité du service universel ;
- ◆ en approuvant les tarifs du secteur réservé.

L'organisation de l'ARCEP

A. Le Collège

Le Collège en janvier 2007



Au premier rang, de gauche à droite : Joëlle Toledano, Paul Champsaur (président), Gabrielle Gauthey.
Au deuxième rang, de gauche à droite : Nicolas Curien, Patrick Raude, Denis Rapone, Edouard Bridoux.

Le Collège de l'Autorité est composé de sept membres. Pour garantir l'indépendance de l'institution, les membres ne sont pas révocables et leur mandat de six ans n'est pas renouvelable. Cette indépendance repose également sur le mode de désignation de membres du Collège : trois d'entre eux sont nommés par le président de la République. Les quatre autres sont respectivement désignés par le président de l'Assemblée nationale et par le président du Sénat.

Trois membres du Collège ont été nommés par décret du président de la République :

- ◆ en qualité de président, **Paul Champsaur** ;
- ◆ en qualité de membres, **Edouard Bridoux** et **Patrick Raude**.

Deux membres du Collège ont été nommés par le président du Sénat :

- ◆ en qualité de membres : **Nicolas Curien** et **Denis Rapone**.

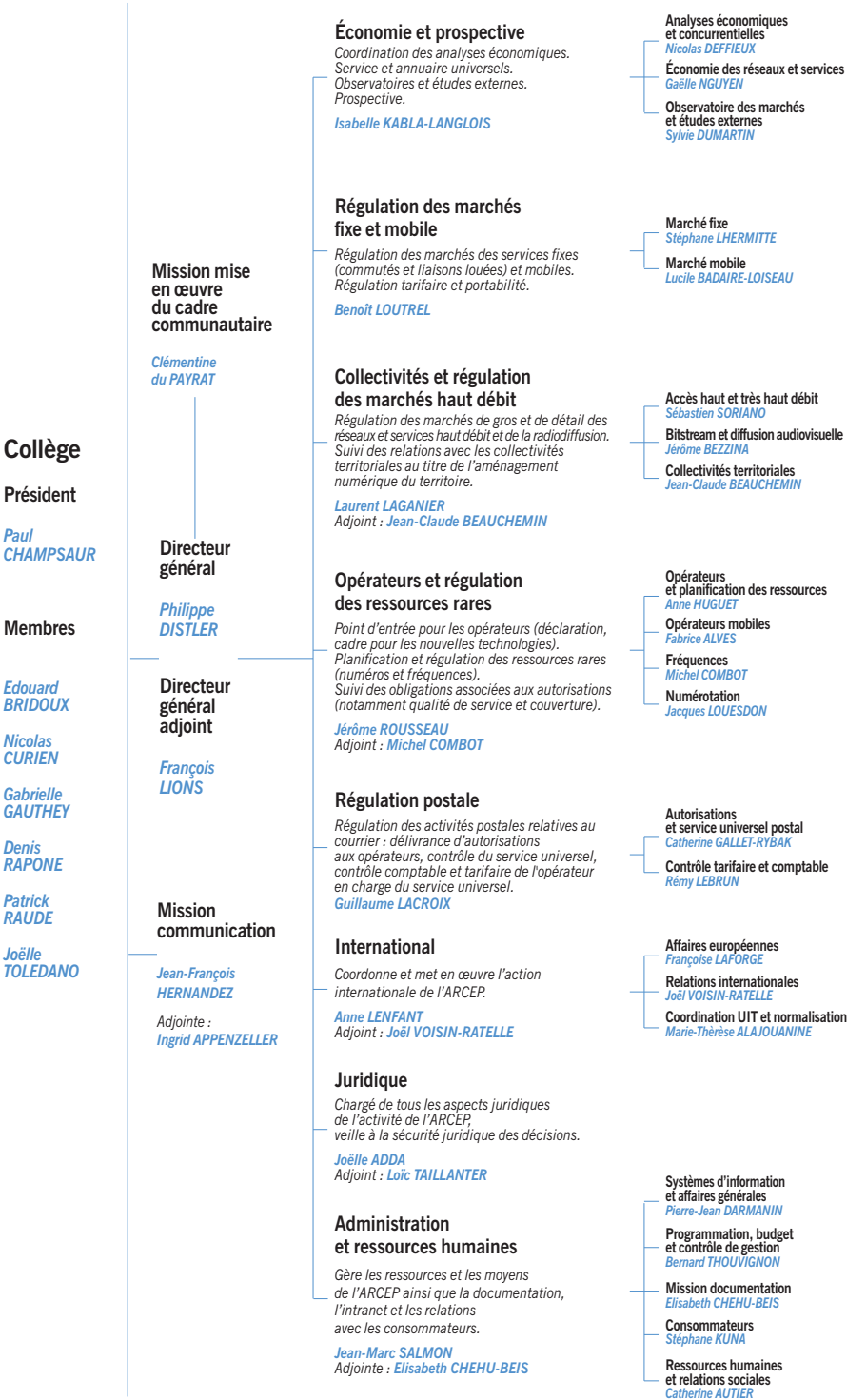
Deux membres du Collège ont été nommés par le président de l'Assemblée nationale :

- ◆ en qualité de membres : **Gabrielle Gauthey** et **Joëlle Toledano**.

Le 31 décembre 2006, **Jacques Douffiagues**, ancien ministre, et **Michel Feneyrol**, ingénieur général des télécommunications, ont quitté le Collège de l'Autorité, au terme de leur mandat. Ils en étaient membres depuis janvier 2001.

B. L'organigramme

au 7 mai 2007



Le fonctionnement de l'Autorité

A. Le nouveau règlement intérieur

Début 2006, l'Autorité a modifié son règlement intérieur⁴ pour tenir compte des nouvelles dispositions du code des communications électroniques et des postes introduites par les lois du 9 juillet 2004⁵ et du 20 mai 2005⁶.

- ◆ **Le fonctionnement du Collège** : certaines modifications du règlement intérieur concernent les règles de fonctionnement du Collège de l'Autorité, notamment le nombre de ses membres, passé de cinq à sept, et la modification de la règle de *quorum*⁷ qui en découle. Les autres modifications portent sur les règles de procédures applicables aux règlements de différends et aux sanctions.
- ◆ **Les règlements de différends** : le nouveau règlement intérieur fixe les règles de procédures applicables pour les demandes de règlement de différends relatives aux communications électroniques et celles relatives aux activités postales. En outre, le nouveau règlement intérieur intègre la possibilité de procéder à des consultations ou des expertises prévues par la loi du 9 juillet 2004. Ces mesures d'instruction sont soumises au respect du principe du contradictoire.
- ◆ **La conciliation** : le nouveau règlement intérieur fixe la procédure relative à la conciliation. Celle-ci ne concerne que le secteur postal, la loi du 9 juillet 2004 ayant supprimé la procédure de conciliation en matière de communications électroniques.

4 - Décision de l'ARCEP n° 06-0044 du 10 janvier 2006.

5 - Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, JO du 10 juillet 2004.

6 - Loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales, JO du 21 mai 2005.

7 - Il s'agit du nombre minimal de membres présents exigé pour que le Collège de l'ARCEP puisse valablement délibérer et prendre une décision. Il est fixé à 5 membres.

8 - Cf. article L. 5-3 du CPCE relatif aux activités postales et article L. 36-11 du CPCE relatif aux communications électroniques.

◆ **Les sanctions** : le nouveau règlement intérieur prévoit les règles de procédures applicables pour les sanctions prévues par le code⁸. Le règlement intérieur intègre la modification fixée par la loi du 9 juillet 2004 donnant compétence au directeur général de l'Autorité le pouvoir de mettre en demeure la personne mise en cause de se conformer à ses obligations. En outre, il revient désormais au directeur général d'apprécier l'opportunité de donner suite à une demande de sanction, sauf dans le cas où celle-ci est fondée sur le non-respect d'une décision de règlement de différend. De même qu'au titre de l'article 20 du règlement intérieur, le directeur général peut constater à tout moment le non-lieu à poursuivre la procédure de sanction.

B. Les indicateurs de l'activité de l'ARCEP

1. Les avis et décisions

L'action de l'ARCEP se traduit par l'adoption d'avis et de décisions.

En 2006, le Collège a adopté 1 287 avis et décisions.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Avis et décisions adoptés	458	1 047	1 159	1 365	1 299	1 200	1 340	1 126	1 160	1 287

Source : ARCEP.

a. Les avis

9 - Articles L. 5-8 et L. 36-10 du CPCE. L'Autorité est consultée pour avis sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs au secteur postal et à celui des communications électroniques. Elle peut également donner des avis au Conseil de la concurrence lorsqu'elle est saisie⁹.

L'ARCEP a rendu 88 avis en 2006 :

- ◆ 25 avis sur des projets de lois, de décrets, d'arrêtés, de rapports ou sur une demande du ministre délégué à l'Industrie ;
- ◆ 7 avis donnés au Conseil de la concurrence ;
- ◆ 1 avis sur un projet de décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
- ◆ 49 avis sur des décisions tarifaires de France Télécom ;
- ◆ 4 avis sur des décisions tarifaires de La Poste ;
- ◆ 2 avis sur des demandes diverses.

b. Les décisions

Une activité importante du régulateur dans le domaine des communications électroniques consiste à attribuer des ressources aux opérateurs, que ce soit en numérotation ou en fréquences. Elle représente plus de la moitié des décisions adoptées par le Collège.

L'ARCEP établit et gère le plan national de numérotation téléphonique et attribue (*"dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires"*), des numéros ou blocs de numéros aux opérateurs qui en font la demande¹⁰. Chaque attribution de numéros donne lieu à une décision individuelle. Il en est de même pour l'attribution des autorisations d'utilisation des fréquences aux opérateurs¹¹.

10 - Article L. 44 du CPCE.

11 - Article L. 42-1 du CPCE.

En 2006, l'Autorité a adopté 1 199 décisions, dont :

- ◆ 285 décisions relatives aux ressources en numérotation, dont 11 décisions de portée générale ;
- ◆ 823 décisions relatives aux ressources en fréquences, dont 7 décisions de portée générale ;
- ◆ 10 décisions relatives aux autorisations postales ;
- ◆ 13 décisions relatives à des règlements de différends ;
- ◆ 2 décisions relatives à des sanctions.

2. Les opérateurs

a. Les opérateurs de communications électroniques

Au 31 décembre 2006, l'ARCEP recensait 398 opérateurs autorisés ou déclarés¹² : 374 opérateurs fixes, 24 opérateurs mobiles et 3 opérateurs à la fois fixes et mobiles. ¹² - Cf. partie 10, chapitre 1, A.

Fin 2006, dix des opérateurs mobiles déclarés ou autorisés l'étaient pour l'outre-mer et 11 étaient des opérateurs mobiles virtuels (MVNO).

Parmi les 374 opérateurs fixes :

- ◆ 57 acteurs ont déclaré exploiter un réseau (de communications électroniques ouvert au public) ;
- ◆ 133 ont déclaré fournir des services (de communications électroniques au public) ;
- ◆ 90 ont déclaré fournir au moins le service téléphonique au public.

Au cours de l'année, 16 opérateurs fixes ont déclaré mettre fin à leur activité : 8 d'entre eux exploitaient un réseau, les 8 autres fournissaient des services.

b. Les opérateurs postaux

En 2006, l'ARCEP a délivré 11 autorisations postales¹³. Parmi les opérateurs postaux autorisés, deux exercent une activité à l'échelle nationale : La Poste et Adrexo. ¹³ - Cf. partie 4, chapitre 2, C.

3. Les contentieux

Les décisions prises par l'Autorité sont susceptibles de recours devant les juridictions administratives (Conseil d'Etat pour les décisions du Collège ou Tribunal administratif pour celles prises, en vertu de ses pouvoirs propres, par le président), sauf pour celles relatives aux règlements de différends qui relèvent de la Cour d'appel de Paris.

En 2006, neuf décisions ont fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat et sept devant le Tribunal administratif. Quatre recours ont été déposés devant la Cour d'appel de Paris contre des décisions de règlements de différends, et une décision de cette même cour a fait l'objet d'un recours devant la Cour de cassation.

Par ailleurs, six saisines de l'Autorité concernant des demandes de règlements de différends ont été enregistrées et 25 procédures de sanctions ont été ouvertes.

**Décisions ayant fait l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat
et pour lesquelles un arrêt a été rendu en 2006**

Demandeurs	Date du recours	Objet du recours	Objet du litige	Arrêts rendus
RTF	24/01/2006 du 10/01/06	Décision n° 06-0019 du 10/01/06	Référé suspension de la décision n° 06-0019 du 10/01/06 prise au terme de la procédure engagée à l'encontre de la société RTF en application de l'article L. 36-11 du CPCE	Ordonnance 17/03/06 : rejet
RTF	24/01/2006	Décision n° 06-0019 du 10/01/06	Recours pour excès de pouvoir contre la décision n° 06-0019 du 10/01/06 prise au terme de la procédure engagée à l'encontre de la société RTF en application de l'article L. 36-11 du CPCE	Ordonnance 4/10/06 : rejet
Neuf Telecom	27/01/2006	Décision du 24/11/05	Recours en annulation contre la décision du 24/11/05 par laquelle l'Autorité a rejeté sa demande d'abrogation des décisions 03-742, 03-1294 attribuant des fréquences à Altitude Télécom	Arrêt 30/06/06 : rejet
PISIOU	06/02/2006	Décision de l'Autorité du 27/11/06	Recours pour excès de pouvoir contre la décision du SOR du 27/01/06 relative à l'utilisation de fréquences BLR	Arrêt 24/11/06 : rejet
Western Telecom	14/02/2006	Décision du directeur général du 14/12/05	Recours pour excès de pouvoir contre la décision du DG du 14/12/05 portant mise en demeure de Western Telecom de se conformer aux dispositions du CPCE	Ordonnance 14/11/06 : désistement
SEIRTEL	21/03/2006	Référé suspension	Décision de l'ARCEP n° 06-259 du 28/02/06 définissant le contenu du message devant être diffusé sur les anciens numéros de services de renseignements en vue d'informer les consommateurs à l'occasion de leur fermeture	Ordonnance 31/03/06 : rejet
Free SAS	24/03/2006	Décision 05-1085 et 05-1086 du 15/12/05	Référé suspension contre les décisions nos 05-1085 et 05-1086 fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation en tant qu'elle maintient en réserve la tranche de numéros commençant par le 07, supprime la tranche commençant par 087 et crée la tranche commençant par 09 et prévoit que l'autorité n'attribuera plus des numéros de la forme 087BPQMCU six mois après sa date d'adoption	Ordonnance 18/04/06 : rejet
UPC France	12/04/2006	Décision n° 05-425 de l'Autorité du 27/09/05	Recours en annulation de la décision n° 05-425 de l'Autorité du 27/09/05 portant sur la définition des marchés pertinents de la TA géographique sur les réseaux alternatifs fixes et la désignation des opérateurs puissants sur ce marché	Arrêt 29/12/06 : rejet

C. Les moyens de l'ARCEP

1. Les moyens budgétaires

Pour 2006, la dotation budgétaire de l'ARCEP a été fixée à 21,47 millions € d'autorisations d'engagement et 21,07 millions € de crédits de paiement, dont 13,42 millions € pour les dépenses de personnel. Les crédits de fonctionnement sont fixés à 8,05 millions € d'autorisations d'engagement et 7,65 millions € de crédits de paiement (hors reports de crédits de fonctionnement).

La détermination des besoins budgétaires de l'exercice 2006 a été effectuée dans le cadre de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances). L'ARCEP constitue l'action 08 "régulation des communications électroniques et des postes" du programme 199 "régulation et sécurisation des échanges de biens et services". Ce programme est l'une des composantes de la mission ministérielle du MINEFI Développement et régulation économiques.

En 2007, le montant total de la dotation budgétaire pour 2007 s'élève à 21,90 millions € en autorisations d'engagement et 21,70 millions € de crédits de paiement, dont 8,13 millions € en autorisations d'engagement et 7,93 millions € en crédits de paiement sont consacrés au fonctionnement. L'effectif budgétaire plafond mesuré selon les normes de la LOLF est de 173 équivalents temps plein.

Pour 2006, il ressort de la comptabilité analytique de l'Autorité que les coûts totaux ordonnancés¹⁴ – c'est-à-dire les dépenses effectives au cours de l'année – se sont élevés à 20,1 millions €, dont 6,6 millions € correspondant aux coûts administratifs liés à la gestion et au suivi du régime des autorisations générales et individuelles délivrées par l'ARCEP. Le montant facturé aux opérateurs en 2006 au titre de la taxe administrative et de la redevance de gestion s'est élevé quant à lui à 7 millions €.

14 - Ces coûts sont uniquement ceux de l'ARCEP, et ne tiennent pas compte des coûts encourus par d'autres entités administratives, comme le ministère de l'Industrie ou l'Agence nationale des fréquences (ANFR), chargées de suivre certains dossiers en commun avec l'Autorité.

Taxes et redevances

L'Autorité assure, pour le compte du budget général de l'Etat, des ordres de paiement en ce qui concerne les taxes et redevances.

Outre la taxe administrative due par tous les opérateurs de communications électroniques, les titulaires d'autorisations de fréquences sont également soumis au paiement de redevances de mise à disposition et de gestion des fréquences qu'ils utilisent. L'utilisation de numéros (attribution, réservation) donne désormais lieu au paiement d'une taxe (jusqu'au 31 décembre 2006, il s'agissait d'une redevance).

En 2006, l'ARCEP a facturé 383 millions € de taxes et redevances, principalement issus des redevances de fréquences (attribution des licences Wimax, renouvellement des autorisations d'utilisation des fréquences GSM) et de numérotation : ce montant a été intégralement reversé au budget général de l'Etat.

2. Le système d'information

L'architecture du réseau informatique de l'ARCEP a évolué pour permettre aux 180 stations de travail et aux 22 serveurs de fichiers et d'applications de bénéficier de débits de 100 Mbit/s à 1 Gbit/s. En 2006, la gestion des serveurs a été complètement repensée pour mettre à la disposition des utilisateurs une capacité de ressources plus importante. Avec ce nouveau système de gestion, l'Autorité est désormais dotée d'une des techniques les plus fiables et les plus performantes du moment.

3. La documentation

Le centre de documentation de l'ARCEP dispose d'un fonds documentaire très spécifique, de nature réglementaire, économique et technique, couvrant aussi bien l'Europe que l'international. Il traite des demandes internes et externes.

Le centre de documentation de l'ARCEP reçoit le public l'après-midi, sur rendez-vous (tél. : + 33 1 40 47 70 48).

Un tiers des demandes extérieures provient de sociétés du secteur des télécommunications, le reste étant issu de professions juridiques, d'administrations, d'universitaires, de consultants, de banques, de journalistes et de particuliers.

Outre la mise en place d'un système de veille juridique, économique et technique pour diffuser une information au plus près de l'actualité du secteur, la mission documentation a acheté, en 2006, une vingtaine d'études auprès d'une douzaine de consultants.

Elle a également mis en place, sur l'Intranet de l'Autorité, un système de diffusion sélective de l'information (DSI) qui alerte en temps réel les collaborateurs de l'arrivée et de la disponibilité de documents pertinents pour leur activité (base Alexandrie).

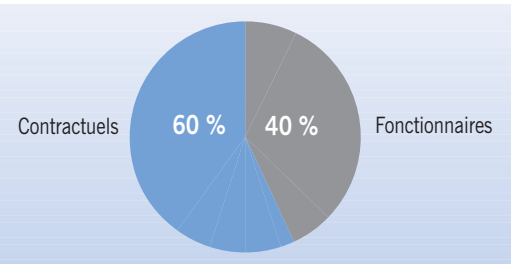
4. Les ressources humaines

En 2006, 17 personnes ont été recrutées, pour la majorité d'entre elles sur la base de leurs compétences en économie.

Les effectifs de l'Autorité sont passés de 168 collaborateurs au 31 décembre 2005 à 163 au 31 décembre 2006 (71 femmes, 92 hommes), plusieurs vacances d'emplois devant être comblées début 2007.

La répartition entre agents fonctionnaires et contractuels a évolué de 67 fonctionnaires et 101 contractuels au 31 décembre 2005 à 66 fonctionnaires et 97 contractuels au 31 décembre 2006. Le nombre d'emplois de catégorie A est resté stable d'une année sur l'autre : 131 (77,9 % de l'effectif fin 2005 et 77,3 % de l'effectif fin 2006).

Répartition des effectifs au 31 décembre 2006



La moyenne d'âge des agents au 31 décembre 2006 est de 39 ans et demi (près de 47 ans pour les fonctionnaires et près de 35 ans pour les contractuels).

L'effort de formation professionnelle et de participation aux colloques des agents de l'Autorité s'est élevé à 150 698 € en 2006.

Le comité technique paritaire de l'Autorité a été consulté à deux reprises :

- ◆ en juin 2006, sur un transfert d'activités interservices ;
- ◆ en décembre 2006, sur la réorganisation interne d'un service et sur l'interdiction de fumer dans les locaux de l'Autorité à compter du 1^{er} janvier 2007.

La première réunion de la commission consultative paritaire, créée en 2005 pour examiner les cas individuels des agents contractuels, s'est tenue en décembre 2006.

5. Les enquêtes et les études commanditées par l'ARCEP

L'évolution rapide du secteur, la technicité et l'importance des questions liées à la régulation ont amené l'ARCEP à recourir à des expertises de nature techniques, économiques, statistiques ou juridiques.

Les travaux des cabinets de consultants permettent à l'ARCEP de bénéficier de compétences spécialisées, d'avis neutres et extérieurs. Il s'agit donc le plus souvent d'outils de travail qui ne sont pas destinés à être rendus publics. Néanmoins, certaines études, enquêtes d'usages ou enquêtes de qualité de service ont vocation à informer le secteur, notamment les consommateurs, et sont mises à la disposition du public sur le site Internet de l'Autorité.

En 2006, le budget consacré aux études s'est élevé à 1 323 422 €. Vingt-six études ont été engagées pour un montant moyen de 50 901 € et une durée moyenne de 6 mois.

Liste des principales études externes 2006

Thèmes
Régulation des marchés du fixe et mobile
Modélisation technico-économique pour le contrôle de la tarification de l'interconnexion
Suivi des tarifs résidentiels
Régulation des marchés du mobile
Valorisation des données de prix mobile
Assistance technique comptabilisation et exploitation des coûts mobiles
Régulation des marchés du haut débit et collectivités locales
Séparation comptable de TDF
Variabilité des tarifs des offres haut débit aux petites et moyennes entreprises

Service universel
Audit sur le chiffre d'affaires en services de communications électroniques 2005
Evaluation des avantages immatériels des services de communications électroniques
Prospective et technologie
Passage des réseaux mobiles vers l'IP
Interfaces des services de capacité
Etat des lieux du Wifi et perspectives de développement des réseaux maillés
Nouveaux services télécoms et acteurs du logiciel (MSN, Yahoo, Google, Skype) face aux opérateurs /ISP
Consommation, usages et marchés
Diffusion et usage des technologies de l'information*
Coûts de recherche et de changement d'opérateurs
Qualité de service et consommateurs
Qualité de service des services de renseignements téléphoniques*
Qualité de service du réseau fixe (méthodologie)
Enquête de couverture des réseaux mobiles 3G
Qualité de services des opérateurs mobiles 2G voix et données*
Gestion des ressources
Marché des appareils de faible puissance et faible portée
Rationalisation du processus des attributions des fréquences et de numérotation
Régulation du secteur postal
Audit de la mesure de la qualité de services de La Poste sur la lettre en J+1*
Impact de la concurrence sur les modèles de tarification du courrier industriel

* Etudes disponibles sur le site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

D. La concertation et la transparence

L'exercice de la régulation, pour qu'il soit efficace et irrécusable, demande à l'institution qui en est responsable d'avoir une approche impartiale vis-à-vis de son environnement. Le dialogue avec les différents acteurs concernés (élus, associations de consommateurs, acteurs économiques, etc.) et la diffusion de l'information sont à cet égard des facteurs essentiels au succès des actions menées et à leur compréhension par l'ensemble des acteurs concernés.

Afin d'assurer pleinement ses missions, l'ARCEP s'appuie sur une panoplie de moyens d'information, qu'elle a mis en œuvre et qu'elle fait évoluer au gré des besoins. Elle

sollicite également régulièrement l'avis du secteur et suscite le dialogue, voire le débat, sur les sujets qu'elle suit.

1. Informer les différents acteurs concernés

L'Autorité dispose d'une gamme de moyens de communication qui garantissent à l'ensemble du secteur l'information la plus exhaustive possible tant sur la teneur des travaux de l'institution que sur le secteur lui-même.

a. www.arcep.fr, un site Internet renouvelé en 2006

Le site Internet de l'ARCEP est le support privilégié de la diffusion de l'information de l'Autorité. Mémoire de l'institution, il rassemble toutes les informations publiques, présentes comme passées, mises à la disposition de tous. Actualisé au quotidien, il répond au nécessaire besoin d'instantanéité de l'information dans un secteur en perpétuelle évolution.

En août 2006, l'Autorité a mis en ligne une nouvelle version de son site Internet. Outre la refonte de la charte graphique et le passage d'un site statique à un site organisé en base de données, la création d'un outil de mise à jour performant a été le point d'orgue de cette modernisation. Ce saut technologique est le résultat d'une longue persévérance, en particulier pour harmoniser et conserver l'intégralité des informations sans faire de concessions sur la qualité et les performances du site. Cette métamorphose a été motivée par la volonté non seulement de rajeunir, en termes d'image et d'ergonomie, une vitrine créée huit ans auparavant, mais aussi de gagner en autonomie et en réactivité.

L'accès à l'information et la lisibilité du site ont ainsi été améliorées. La mise en place de rubriques spécifiques en facilite l'utilisation. Ainsi, des "accès ciblés" réunissent, dans un espace dédié, l'ensemble des informations indispensables au public ciblé dans ses relations avec l'ARCEP (formulaires, FAQ, par exemple), ainsi que les dernières actualités pouvant toucher ses centres d'intérêt. Trois catégories d'utilisateurs sont visées : les collectivités territoriales, les consommateurs et les opérateurs.

Les principales informations accessibles en ligne sont aussi diffusées par courriel sur simple inscription sur le site Internet. Les deux listes de diffusion – télécommunications et secteur postal – sont bilingues (français et anglais).

Par ailleurs, le site de l'Autorité s'est doté d'un nouveau nom de domaine européen : www.arcep.eu.

Quelques chiffres clés du site www.arcep.fr

- ◆ 1 412 840 visiteurs uniques en 2006 ; 7,2 millions de visiteurs uniques cumulés en 9 ans.
- ◆ 12 735 513 pages vues en 2006.
- ◆ les trois thèmes les plus consultés (hors page d'accueil) en 2006 : base de données sur la numérotation, dégroupage (FAQ et grand dossier) et données chiffrées (observatoires et tableaux de bord).
- ◆ fin février 2007, 10 649 internautes étaient abonnées à la liste de diffusion télécom en français (802 en anglais) et 928 à la liste de diffusion consacrée au secteur postal (une soixantaine en anglais).

b. www.appel118.fr, un nouveau site pour les renseignements téléphoniques

Depuis le 3 avril 2006, les consommateurs peuvent accéder à de nouveaux services de renseignements téléphoniques en composant le 118 suivi de trois chiffres.

15 - www.appel118.fr. Pour informer les utilisateurs, l'ARCEP a mis en place un site Internet¹⁵ permettant de consulter la liste des services 118 ouverts, leurs principaux tarifs ainsi que, depuis le 30 novembre 2006, l'historique de l'évolution de ces tarifs.



Des réponses aux questions les plus fréquentes sur les 118 (accès, choix, facturation, etc.) et l'annuaire universel (inscription dans l'annuaire, droits des abonnés, etc.) complètent ce dispositif d'information régulièrement mis à jour.

660 000 visiteurs uniques¹⁶ ont consulté plus de 11 millions de pages de ce site depuis son ouverture fin 2005.

16 - Visiteur unique : on comptabilise chaque adresse IP différente connectée quel que soit le nombre de visites effectuées par cette même adresse, contrairement à la notion de visites multiples où plusieurs connexions peuvent correspondre au même visiteur : ce dernier est alors compté plusieurs fois.

17 - Une version PDF est aussi disponible en téléchargement sur le site Internet de l'ARCEP (12 000 lecteurs potentiels).

c. La Lettre de l'Autorité

Il s'agit d'une lettre bimestrielle diffusée gratuitement à plus de 7 000 exemplaires¹⁷. Dans chaque numéro, un dossier thématique présente un domaine particulier des activités de l'ARCEP et en dégage les grandes problématiques : la convergence fixe-mobile, la révision du cadre réglementaire, les marchés des télécommunications et des postes, la normalisation, les zones blanches du haut débit et la fibre ont été les grands sujets abordés en 2006.

Des rubriques récurrentes, qui sont autant de repères et de clefs pour mieux appréhender l'action, le rôle et le fonctionnement de l'Autorité (analyses économiques, secteur postal, aspects juridiques, consommateurs, vie de l'ARCEP) complètent le contenu.

Enfin, pour élargir le champ de réflexion du lecteur en nourrissant le débat d'idées, "La Lettre" donne régulièrement la parole aux acteurs du secteur sous forme d'interviews.

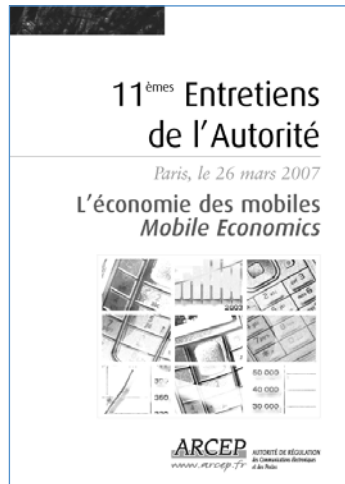
En janvier 2007, "La Lettre" a salué le dixième anniversaire de l'Autorité par un numéro exceptionnel dans lequel de nombreuses personnalités ont témoigné de l'impact et du rôle de la régulation sur le secteur des télécommunications depuis 1997. Messieurs Christian Poncelet et Jean-Louis Debré, alors présidents respectivement du Sénat et de l'Assemblée nationale, ont notamment participé à ce numéro.



d. Les Entretiens de l'Autorité

Depuis 1997, l'Autorité organise régulièrement des "Entretiens" sur des thèmes directement ou indirectement liés à son champ de compétence. C'est l'occasion d'aborder de manière ouverte des sujets souvent complexes, d'échanger des points de vue parfois différents, en particulier à travers l'expérience d'intervenants étrangers, et de s'adonner à des exercices de prospective.

Les 11^{es} Entretiens de l'Autorité¹⁸, derniers en date, se sont tenus à Paris, le 26 mars 2007. Une vingtaine d'experts représentant les acteurs économiques, le monde académique, les consommateurs, ainsi que les autres régulateurs, se sont réunis pour discuter de l'économie des mobiles devant une assemblée de près de 200 participants.



18 - L'intégralité de la conférence peut être visionnée sur le site Internet de l'ARCEP : <http://www.arcep.fr/index.php?id=9145>.

Les précédents Entretiens de l'Autorité¹⁹ avaient notamment abordé les enjeux de la régulation postale (2005) ou encore les enjeux de l'intervention des collectivités territoriales dans les télécoms (2004).

19 - La liste complète des Entretiens de l'Autorité est disponible sur le site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

2. La concertation avec les acteurs

a. Le dialogue avec les collectivités : le CRIP

L'équipement numérique des territoires est un enjeu économique et politique important.

Avec l'adoption de la loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004²⁰, les collectivités peuvent intervenir dans le domaine des télécommunications, en créant ou en subventionnant l'établissement de réseaux haut débit sur leur territoire.

Depuis, le dynamisme des collectivités dans le secteur ne s'est pas démenti : en 2006, plus de 70 réseaux d'initiative publique étaient engagés ou en projet, pour un budget cumulé de l'ordre de 1,5 milliard €.

Dans ce contexte nouveau et devant l'importance du sujet et les attentes des acteurs, l'Autorité a proposé, fin 2004, aux collectivités et aux opérateurs un lieu de rencontre et d'échange: le Comité de réseaux d'initiative publique (CRIP).

En 2006, le CRIP s'est intéressé à l'évaluation de l'action publique, aux opérateurs locaux ainsi qu'au très haut débit²¹. Ces sujets d'étude avaient été définis à l'occasion de la seconde séance plénière du CRIP, qui s'était déroulée le 15 mars 2006. Ils ont fait l'objet de débats au cours de trois autres réunions de travail qui se sont succédées dans l'année.

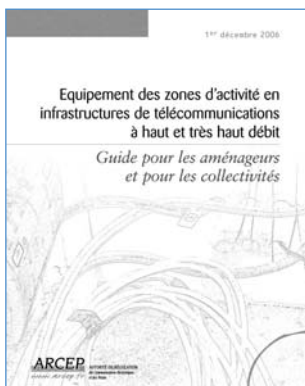
20 - Cf. loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, JO du 22 juin 2004.

21 - Les travaux du CRIP sont détaillés dans la partie 9, chapitre 2, B.

22 - L'intégralité des documents publiés dans le cadre des travaux du Comité disponible sur le site de l'Autorité, dans l'accès ciblé consacré aux collectivités locales : <http://www.arcep.fr/collectivites>.

Les travaux du Comité ont été à l'origine de la publication de plusieurs documents²², en particulier :

- ◆ un guide destiné aux aménageurs et aux collectivités, relatif à l'équipement des zones d'activité en infrastructures de télécommunications à haut et très haut débit²³;
- ◆ un guide juridique destiné aux opérateurs et aux collectivités, qui présente sous une forme synthétique les droits et obligations qui s'attachent à la qualité



d'opérateur de réseau ou de fournisseur de services de communications électroniques²⁴.

La troisième réunion plénière du Comité s'est tenue le 15 mars 2007. Elle a porté sur deux thèmes : "les technologies hertziennes et la couverture des zones blanches" et "les réseaux très haut débit en zones d'activité et en zones résidentielles".

23 - Publié en décembre 2006, disponible sur le site Internet de l'Autorité : <http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/collectivites/pdf/crip-ptrep-011206.pdf>.

24 - Publié en mars 2007, disponible sur le site Internet de l'Autorité : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/guide-juridique-crip2007.pdf.

25 - Voir infra.

26 - Le CNC est un organisme paritaire consultatif placé auprès du ministre chargé de la consommation. Il exerce une double mission : concertation entre consommateurs, usagers et professionnels ; et consultation pour les orientations des pouvoirs publics en matière de politique de la consommation.

27 - Disponible sur le site Internet du CNC : <http://www.conseilconsommation.minefi.gouv.fr>.

28 - Communiqué de l'ARCEP du 25 janvier 2007.

b. A l'écoute des associations de consommateurs

L'Autorité invite régulièrement les associations de consommateurs à lui communiquer leurs avis et leurs interrogations sur différents sujets.

En 2006, l'Autorité a ainsi réuni les associations de consommateurs pour discuter avec elles des problématiques touchant à l'annuaire universel et aux services à valeur ajoutée.

Notons qu'à l'occasion de la consultation publique²⁵ sur les services à valeur ajoutée, lancée en décembre 2006, l'ARCEP a appelé notamment les consommateurs, en leur nom propre ou par la voix d'associations, à donner leur avis. Plusieurs d'entre eux l'ont d'ailleurs fait.

En 2006, l'Autorité a également suivi les travaux du Conseil national de la consommation (CNC)²⁶ en matière de communications électroniques et a participé aux réunions de préparation d'un guide pratique destiné aux consommateurs, publié en juillet 2006²⁷.

Début 2007, l'Autorité a organisé une réunion avec les associations de consommateurs pour leur présenter son action, en particulier sur les cas "d'écrasement à tort" des services téléphoniques et/ou Internet haut débit dont sont victimes certains abonnés, un sujet sur lequel le régulateur a montré qu'il était vigilant²⁸.

c. La concertation avec les opérateurs

(a) Les consultations publiques

L'Autorité consulte régulièrement le secteur sur de nombreux sujets, notamment sur les projets de décisions relatifs aux analyses des marchés pertinents. Il s'agit de recueillir les avis et les commentaires des acteurs intéressés, ce qui garantit le principe de transparence auquel l'institution est attachée.

En 2006, l'ARCEP a consulté le secteur à 21 occasions²⁹.

29 - Cf. site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

27 janvier 2006 : consultation publique sur deux projets de décisions relatifs à l'analyse du marché de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels.

31 janvier 2006 : consultation publique relative au message qui sera diffusé à partir du 3 avril 2006, jour de la fermeture des anciens numéros de renseignements.

14 février 2006 : consultation publique sur les modalités de délivrance des autorisations d'utilisation des fréquences pour les liaisons point à point du service fixe terrestre

17 mars 2006 : consultation publique sur un projet de décision de l'Autorité relatif aux modalités techniques et tarifaires de l'offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique.

13 avril 2006 : consultation publique sur trois projets de décisions relatifs à l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs Outremer Telecom et Tel Cell.

16 juin 2006 : consultation publique sur un projet de décision relatif à l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles.

21 juin 2006 : consultation publique sur un projet de décision concernant les marchés de gros et de détail des services de capacité.

29 juin 2006 : consultation publique sur un projet de décision portant sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à France Télécom.

7 juillet 2006 : consultation publique sur un projet de décision précisant les conditions de mise à disposition des listes d'abonnés et d'utilisateurs à des fins d'édition d'annuaires universels ou de fourniture de services universels de renseignements.

20 juillet 2006 : consultation publique sur un projet de décision sur la levée de la régulation du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national.

25 juillet 2006 : consultation publique portant sur l'allégement de la régulation appliquée aux marchés de détail de la téléphonie fixe.

25 juillet 2006 : consultation publique sur un projet de décision portant modification de la décision n° 05-0571 du 27 septembre 2005 d'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

25 juillet 2006 : consultation publique sur un projet de décision portant sur l'encadrement des tarifs de terminaison d'appel vocal direct sur les réseaux mobiles métropolitains pour 2007.

5 octobre 2006 : consultation publique sur l'offre de raccordement des répartiteurs en liaison fibre optique (LFO).

5 octobre 2006 : consultation publique sur la réutilisation des fréquences 900 et 1 800 MHz pour la 3G et sur la quatrième licence 3G dans la bande 2 GHz.

5 octobre 2006 : consultation publique sur le renouvellement de l'autorisation GSM de Bouygues Telecom.

16 octobre 2006 : consultation publique sur le projet des règles employées pour l'application des méthodes mentionnées dans les articles R. 20-33 à R. 20-38 et R. 20-39 du code des postes et des communications électroniques.

17 octobre 2006 : consultation publique sur un projet de décision portant sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à France Télécom.

2 novembre 2006 : consultation publique sur le service fixe par satellite.

23 novembre 2006 : consultation publique sur les services à valeur ajoutée.

22 décembre 2006 : consultation publique sur la pratique de rappel automatique au départ des publiphones.

(b) Les groupes de travail

L'Autorité anime de nombreux groupes de travail, sur des sujets techniques parfois pointus. Ces lieux d'échanges permettent de dialoguer notamment avec les opérateurs afin d'aborder certains problèmes et de réfléchir aux moyens d'y remédier.

A titre d'exemple, le Comité d'experts pour l'introduction de nouvelles techniques dans la boucle locale, créé en 2002 par l'ex-ART³⁰, rassemble des opérateurs dégroupant la boucle locale cuivre, les principaux équipementiers et l'opérateur historique France Télécom. Il a vocation à émettre des avis sur les questions techniques relatives à l'introduction de technologies nouvelles dans la boucle locale. En 2006, il a ainsi rendu des avis favorables concernant l'introduction de la technique E-SDSL et l'extension du READSL2 dans certaines conditions.

Dans le secteur postal, l'Autorité a animé, en 2006, un groupe de travail sur les aspects techniques et opérationnels susceptibles de faciliter la mise en œuvre du principe d'accès aux boîtes aux lettres particulières³¹. Ce groupe a réuni des opérateurs de distribution (correspondance, presse, colis), des représentants des gestionnaires d'immeubles collectifs (copropriétés et habitat social), la direction générale des entreprises (ministère de l'Economie) ainsi que la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

3. Les commissions consultatives spécialisées

La Commission consultative des réseaux et des services de communications électroniques (CCRSCE) et la Commission consultative des radiocommunications (CCR), commissions consultatives placées auprès du ministre chargé des communications électroniques et de l'ARCEP par la loi du 26 juillet 1996³², sont les lieux de la concertation institutionnelle en matière de télécommunications.

Un décret détermine la composition, les attributions et les conditions de fonctionnement des deux commissions consultatives³³ dont l'Autorité assure le secrétariat.

Elles sont composées de représentants des fournisseurs de services, de représentants des utilisateurs de services et de personnalités qualifiées, nommés pour trois ans par le ministre.

Ces commissions sont spécifiquement chargées d'examiner les projets de textes réglementaires relatifs à la téléphonie mobile, d'une part, et aux réseaux et services de communications électroniques, d'autre part. Elles sont consultées par le ministre

30 - Autorité de régulation des télécommunications, devenue l'Autorité de Régulation des Communications électroniques et des Postes en mai 2005.

31 - Cf. partie 4, chapitre 4.

32 - Article L. 33-4 du CPCE.

33 - Décret n° 2005-399 du 27 avril 2005, JO du 30 avril 2005.

chargé des communications électroniques ou par l'ARCEP sur tout sujet entrant dans leur domaine de compétence.

La CCR s'est réunie à trois reprises en 2006. Le mandat de ses membres a expiré le 10 novembre 2006. La nouvelle composition de la CCR a été fixée par l'arrêté du 29 janvier 2007. Son président est Marc Houéry, ingénieur des télécommunications honoraire.

La CCRSCE a tenu réunion trois fois en 2006. Elle est présidée par Alain Bravo, président de Supélec.

Il n'existe pas d'instances équivalentes dans le secteur postal.

4. Le comité de l'interconnexion et de l'accès

Le comité de l'interconnexion et de l'accès est composé de représentants des opérateurs de réseaux ouverts au public, actifs sur le marché de l'interconnexion, de fournisseurs de services téléphoniques ainsi que d'associations de consommateurs, nommés par décision de l'ARCEP. Le président de l'Autorité préside le comité de l'interconnexion et de l'accès ; l'Autorité assure son secrétariat.

Le comité de l'interconnexion et de l'accès est un lieu de discussions et d'échanges entre les acteurs du secteur sur les sujets d'actualité relatifs à l'interconnexion fixe ou mobile.

En 2006, il s'est réuni à quatre reprises. Les services à valeur ajoutée (projet de décision de l'Autorité³⁴), la publiphonie (pratique du rappel automatique³⁵), la portabilité ou encore la séparation comptable y ont fait l'objet de discussions.

34 - Cf. projet de décision de l'Autorité n° 07-0213 notifié à la Commission européenne le 9 mars 2007.

35 - Cf. communiqué de l'Autorité du 22 décembre 2006 sur le lancement d'une consultation publique sur l'opportunité de faire cesser l'usage des mécanismes de rappel automatique au départ des publiphones.

L'année 2006 en bref

A. Les moments forts

1. L'attribution des licences Wimax

Le 7 juillet 2006, l'Autorité a publié les résultats d'attribution des autorisations de boucle locale radio (BLR) en technologie Wimax³⁶. Au terme de cinq mois de dépouillement, l'Autorité a choisi 15 acteurs (parmi les 35 candidats en lice) qui se partagent donc les fréquences disponibles dans la bande 3,4-3,6 GHz dans les 22 régions métropolitaines, dans le département de la Guyane et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

³⁶ - Cf. partie 8, chapitre 1, B.

Les candidats ont été départagés selon trois critères : la contribution au développement territorial des services à haut débit, l'aptitude du projet à favoriser la concurrence sur le haut débit et le montant financier proposé par le candidat³⁷. Signe de l'importance accordée à l'aménagement du territoire : six conseils régionaux (sur 14 qui avaient déposé un dossier) ont été retenus.

³⁷ - Cf. partie 8, chapitre 1, B, 2.

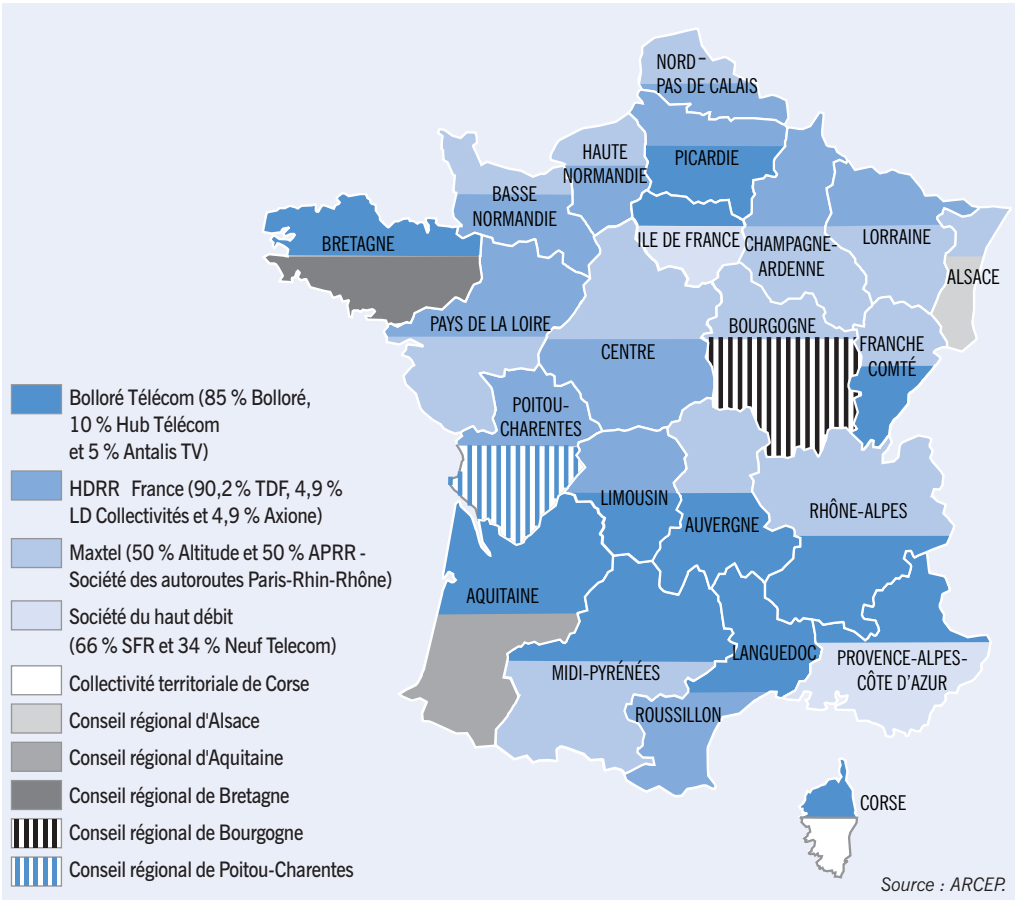
En contrepartie du droit d'utiliser ces fréquences, les opérateurs sélectionnés ont souscrit des engagements de déploiement importants puisque plus de 3 500 sites d'émissions au total (autant que pour un réseau GSM ou 3G) seront ouverts dès juin 2008. Ces déploiements couvriront en particulier les zones non couvertes par le DSL, appelées "zones blanches".

38 - Cf. partie 3, chapitre 2, B, 2.

Ces résultats ne sont pas définitivement figés puisqu'il est prévu que la répartition des fréquences puisse évoluer grâce à un mécanisme de cession et de mise à disposition des autorisations³⁸, placée sous le contrôle de l'Autorité.

Au total, l'Etat a perçu 125 millions € au titre des montants de redevances que les candidats se sont engagés à payer dès l'attribution des fréquences, en plus de la redevance annuelle due au titre de la mise à disposition et de l'utilisation des fréquences BLR.

Répartition des autorisations Wimax par opérateurs en métropole au 31-12-2006



Autorisations Wimax délivrées par départements et territoires d'outre-mer (07-07-2006)

Départements et territoires d'outre-mer	Candidats retenus		
Département d'outre-mer de la Guyane	France Télécom	Guyatel (50 % OMTSL et 50 % Infotech Net)	
Collectivité territoriale de Mayotte	France Télécom	Guet@li haut débit (99,99 % SFR)	STOI Internet (4 particuliers)

N.B. : outre les opérateurs qui apparaissent sur cette carte, la société IFW (filiale du groupe Iliad) détient une autorisation d'utiliser des fréquences de boucle locale radio sur l'ensemble de la France métropolitaine, et les sociétés WLL Antilles Guyane et WLL Réunion (filiales d'XTS Telecom) détiennent des autorisations d'utiliser des fréquences dans des départements d'outre-mer.

2. La régulation postale

L'année 2006 a vu la régulation postale franchir de nouvelles étapes importantes dans sa mise en œuvre, notamment avec la publication d'un décret en Conseil d'Etat³⁹ et d'un arrêté ministériel⁴⁰ précisant la procédure d'attribution des autorisations par l'ARCEP aux prestataires de services postaux.

L'Autorité a ainsi pu délivrer les premières autorisations postales⁴¹, conférant aux opérateurs des droits indispensables à l'exercice de leur activité (par exemple, l'accès aux boîtes aux lettres particulières) et des obligations garantissant aux utilisateurs un service fiable (l'obligation, par exemple, d'assurer la confidentialité des envois). Ces autorisations constituent un gage de protection pour le consommateur, au moment où les activités de courrier s'ouvrent à la concurrence. Au 31 décembre 2006, 11 opérateurs postaux avaient obtenu une autorisation⁴².

Parallèlement, l'Autorité a fixé pour la première fois le plafond de l'évolution des tarifs du service universel postal, pour une période de trois ans (2006-2008)⁴³. La Poste – l'opérateur en charge du service universel postal au regard de la loi⁴⁴ – ne pourra donc pas augmenter le prix global des prestations incluses dans le champ du service universel au-delà de 2,1 % en moyenne par an. Fraction de cet ensemble de tarifs soumis au contrôle de l'ARCEP, le prix du timbre est ainsi passé de 0,53 M € à 0,54 M € en octobre 2006.

3. Plus de régulation symétrique, moins de régulation asymétrique

En 2006, l'Autorité a entamé un processus d'allègement de la régulation concurrentielle asymétrique, c'est-à-dire la régulation imposée à un opérateur (France Télécom, en l'occurrence) en raison de sa puissance sur un marché afin qu'il ne puisse pas y entraver le développement de la concurrence.

Elle a ainsi procédé à la dérégulation du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national ainsi qu'à un allègement de la régulation des marchés de détail de la téléphonie fixe⁴⁵.

Car, à mesure que la concurrence progresse, la régulation concurrentielle asymétrique doit progressivement céder la place, lorsque cela est justifié, au seul droit commun de la concurrence. La régulation asymétrique demeure nécessaire pour certains marchés, mais elle va plutôt se concentrer sur les marchés de gros. Cette évolution nécessite que perdure une collaboration étroite entre l'Autorité et le Conseil de la concurrence.

Toutefois, l'allègement, voire la disparition de la régulation asymétrique, ne signifie pas absence de régulation. En effet, la loi a confié à l'Autorité d'autres missions qui devront toujours être exercées, en particulier concernant la gestion des ressources rares (numéros, fréquences), la fourniture du service universel, la protection des consommateurs ou encore l'aménagement du territoire.

D'une manière générale, alors que le marché devient oligopolistique, l'action de l'ARCEP relèvera de plus en plus d'une régulation symétrique, c'est-à-dire s'appliquant de la même manière à tous les acteurs du marché.

L'Autorité sera ainsi de plus en plus fréquemment amenée à proposer au ministre en charge du secteur des décisions d'ordre réglementaire précisant les règles relatives aux droits et obligations des opérateurs liées à l'exploitation de catégories de réseaux et de services, les conditions techniques et financières d'interconnexion et d'accès et

39 - Décret n° 2006-507 du 3 mai 2006 relatif aux autorisations postales, JO du 5 mai 2006.

40 - Arrêté du 3 mai 2006, pris en application de l'article R. 1-2-6 du code des postes et des communications électroniques relatif aux obligations des prestataires de services de services postaux titulaires d'une autorisation, publié au JO du 5 mai 2006.

41 - Cf. partie 4, chapitre 2.

42 - Cf. partie 4, chapitre 2, C.

43 - Cf. partie 4, chapitre 3, C.

44 - Article L. 2 de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales.

45 - Cf. partie 7.

46 - Cf. article L. 36-6 du CPCE donnant à l'ARCEP compétence pour édicter des actes réglementaires soumis à homologation du ministre.

47 - C'est-à-dire le 612 de Bouygues Telecom, le 222 de SFR, le 712 d'Orange, le 3912 de l'Annuaire universel, le 3200 de Scoot et le 3211 d'IntraCallCenter.

48 - Cf. arrêt du Conseil d'Etat, section du contentieux, en date du 25 juin 2004 société Scoot France et Fonecta n°s 249300 et 249722, notifié à l'Autorité de régulation des télécommunications le 29 juillet 2004.

49 - Cf. partie 2, chapitre 2, D.

50 - Cf. partie 6, chapitre 2.

les conditions d'établissement d'installations radioélectriques et de réseaux indépendants⁴⁶, à l'instar des décisions prises pour la portabilité des numéros, la cession des listes d'annuaire ou les services à valeur ajoutée.

4. La disparition du 12, la naissance des 118

Le 3 avril 2006, le 12 de France Télécom ainsi que tous les anciens numéros fournissant des renseignements⁴⁷ ont définitivement interrompu leur service pour céder la place aux numéros commençant par 118.

Opérationnels dès le 2 novembre 2005, après deux ans de concertation avec les acteurs, les 118 ont été mis en place en application d'un arrêt du Conseil d'Etat⁴⁸ enjoignant à l'Autorité de définir un format unique de numéros pour les services de renseignements.

L'ouverture de la nouvelle tranche de numéros 118 a favorisé l'apparition de nouveaux acteurs et de nouveaux services pour les utilisateurs. Cette évolution a représenté un changement important pour les consommateurs. Si la transition a été accompagnée, en termes de communication et d'information, par les opérateurs et l'Autorité (en particulier par la création d'un site Internet⁴⁹, la diffusion d'une brochure et une enquête de qualité⁵⁰), la fermeture du 12 a entraîné une baisse significative des appels vers les services de renseignements.

Fin 2006, plus de 20 numéros 118 étaient ouverts, mais la plus grande partie des appels étaient effectués vers quelques numéros seulement. Le marché des services de renseignements a poursuivi sa mutation vers de nouveaux modèles économiques.

B. Les principaux indicateurs de marché en 2006

Le marché des services de télécommunications en France : 41 milliards €.

La téléphonie mobile

Evolution du marché

◆ en valeur :	16,9 milliards € (+4,1 %)
◆ en volume :	94,1 milliards de minutes (+15,2 %)
◆ nombre de clients :	51,7 millions (+7,4 %)
◆ taux de pénétration :	80,8 % (contre 74,9 % à la fin 2005)

Tendances

Facture moyenne par client :	28,2 € (-3,3 %)
------------------------------	-----------------

Internet

Evolution du marché

◆ chiffre d'affaires (haut et bas débit) :	3,7 milliards € (+18,6 %)
◆ nombre d'abonnés :	15,3 millions (+16,3 %)
dont	
abonnements haut débit :	12,7 millions (+34 %)
abonnements bas débit :	2,6 millions (-31,7 %)

Tendances

◆ Nombre de lignes dégroupées	4 millions (+41,6 %)
dont	
dégroupage partiel :	1,8 million (-18,5 %)
dégroupage total :	2,2 millions (+269,9 %)

La téléphonie fixe

Evolution du marché

◆ en valeur :	11,4 milliards € (-5,4 %)
◆ en volume :	105,5 milliards de minutes (-0,7 %)

Tendances

◆ nombre d'abonnements	
au service téléphonique :	38,2 millions (+4,6 %)
dont	
abonnements sur lignes analogiques	
et numériques*, câble :	31,6 millions (-4,7 %)
abonnements VoIP	
(via un accès haut débit) :	6,6 millions (+94,8 %)

* Essentiellement France Telecom.

Source : Arcep.

